

Unité départementale de Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
Cedex 2
44036 Nantes

Nantes, le 03/01/2025

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/12/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ODALIS

ZAC DU CHATEAU ROUGE
LA BLANCHARDIERE
44522 Mésanger

Références : N2-2024-1317
Code AIOT : 0006303705

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/12/2024 dans l'établissement ODALIS implanté à Mésanger (44522), ZAC DU CHATEAU ROUGE LA BLANCHARDIERE. L'inspection a été annoncée le 23/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ODALIS
- ZAC DU CHATEAU ROUGE LA BLANCHARDIERE 44522 Mésanger
- Code AIOT : 0006303705
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société ODALIS exploite depuis 2005, à Mésanger, une plate-forme logistique de produits dangereux. L'établissement est classé Seveso seuil haut.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne

se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité par l'administration de l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Suivi des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 28/01/2005, article 7	Demande d'action corrective	1 mois
3	Vérification des dispositifs de sécurité	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article point 22 de l'annexe II	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Étanchéité des réseaux	Arrêté Préfectoral du 28/01/2005, article 4.3	Sans objet
4	Émulseurs fluorés	Règlement européen du 17/10/2024, article 3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le suivi par l'exploitant des rapports de vérification des dispositifs de sécurité est rigoureux. La réparation des réseaux d'eaux pluviales a été réalisée. L'émulseur utilisé est non fluoré.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Étanchéité des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/01/2005, article 4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et surveillance
Prescription contrôlée : <p>Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.</p> <p>L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.</p> <p>Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.</p>
Constats : <p>Un audit des réseaux d'eau pluviales a été réalisé par la société SADE et a montré la présence de fissures en plusieurs endroits du réseau. L'exploitant a procédé aux travaux de réparation nécessaires. Le compte-rendu d'intervention a été consulté. Le contrôle par sondage pour une fissure du réseau le long des quais de déchargement au Nord-ouest a montré que la réparation était réalisée pour celle-ci.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Suivi des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/01/2005, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi piézométrique
Prescription contrôlée : <p>art. 7.1 : Une surveillance de la nappe est réalisée en aval hydraulique de l'établissement, au moyen de deux piézomètres de contrôle et en amont, au moyen d'un piézomètre ou de tout autre dispositif équivalent, tel que des puits.</p> <p>Les piézomètres sont réalisés selon les normes en vigueur avant le démarrage de l'exploitation de la plateforme et font l'objet de déclarations auprès des autorités compétentes.</p> <p>art. 7.2 : Avant le démarrage de l'exploitation de la plate-forme et dans le délai imposé au TITRE IX Article 33, l'exploitant soumet à l'avis d'un hydrogéologue agréé, l'étude hydrogéologique présentée dans son dossier de demande d'autorisation initiale concernant l'implantation de piézomètres de contrôle et le suivi analytique de la qualité des eaux souterraines.</p>

Sauf avis contraire de l'inspection des installations classées, le programme de réalisation concernant la mise en place des ouvrages et le protocole de surveillance de la qualité des eaux souterraines est mis en œuvre par l'exploitant en tenant compte :

- des conclusions de l'hydrogéologue agréé,
- des prescriptions prévues par l'article 65 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif au prélèvement et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées soumises à autorisation.

Recommandation de l'hydrogéologue agréé (rapport de septembre 2005) :

- mise en œuvre de 3 piézomètres, profondeur de 20 m : n°3 en amont, n°1 et 2 en aval
- mesures complémentaires sur 2 puits riverains, identifiés n°3 et 5
- analyses : triazines, phénylurées et anilines, organochlorés, organophosphorés ;
- analyses par un laboratoire agréé par l'administration, début mai et fin septembre pour les piézomètres, début mai pour les puits
- mesure de la profondeur des eaux souterraines à l'occasion des prélèvements

Constats :

L'exploitant a réalisé les prélèvements des eaux souterraines le 24 mai 2024 aux piézomètres n°1, 2 et 3 situés à l'intérieur de l'établissement et aux deux puits privés.

Le suivi des eaux souterraines est réalisé deux fois par an par un laboratoire accrédité.

Cette surveillance porte sur les pesticides. Quatre micropolluants sont analysés au-delà de la limite de quantification (LQ) du laboratoire pour ces molécules, à des niveaux très faibles, sans lien établi avec l'activité du site :

- métolachlore ESA (0,015 µg/L), au piézomètre n°2 (LQ à 0,01 µg/L)
- Chlorprophame (0,0014 µg/L), au puits n°3 (LQ à 0,001 µg/L)
- S-métolachlore (0,015 µg/L), au puits n°5 (LQ à 0,01 µg/L)
- métolachlore OXA (0,042 µg/L), au puits n°5 (LQ à 0,01 µg/L)
- simazine (0,011 µg/L), au puits n°5 (LQ à 0,01 µg/L)

La profondeur de la nappe n'a pas été relevée lors de cette campagne.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant intègre la mesure de la profondeur des eaux souterraines lors des prélèvements.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Vérification des dispositifs de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article point 22 de l'annexe II

Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des dispositifs de sécurité

Prescription contrôlée :

L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications

périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.
Constats : cf. partie confidentielle.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : cf. partie confidentielle.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Émulseurs fluorés

Référence réglementaire : Règlement européen du 17/10/2024, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Polluants organiques persistants
Prescription contrôlée : 1 : La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4. <u>Annexe I, extrait relatif au PFOA (exemple) :</u> Par dérogation, l'utilisation du PFOA, de ses sels et des composés apparentés au PFOA est autorisée, jusqu'au 4 juillet 2025, dans la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes : a) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour la formation ; b) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus ; c) à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets ; d) les stocks de mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA sont gérés conformément aux dispositions de l'article 5.
Constats : L'exploitant dispose de 7100 litres d'émulseur pour les cellules 1 à 5 (concentration 3%) et 200 litres d'émulseur pour le local déchets (concentration 3%). L'exploitant utilise un émulseur non fluoré.
Type de suites proposées : Sans suite